

Des causes sous-jacentes de la crise financière

Norbert Trenkle

[English version](#) – [Versión española](#) – [Deutsche Version Teil 1, Teil 2](#)

En avril 2005, Franz Müntefering.¹ fit une déclaration où, en guise de « critique du capitalisme », il comparait à une « nuée de sauterelles » les « cupides spéculateurs » qui, pour lui comme pour une grande partie de l'opinion publique, devaient être tenus pour principaux responsables de l'actuelle crise économique et sociale. Reprise dans une brochure du Ver.di.² , au moment de la crise des subprimes de l'été 2007, cette métaphore animalière déclencha en Europe et ailleurs un débat fort attendu. Mais, le problème avec ce genre de thèses, outre leurs connotations antisémites, c'est qu'elles remplacent l'analyse de la dynamique du capitalisme mondialisé par une simple condamnation morale de la finance. Evitant cet écueil, l'essai qui suit se propose, d'une part, de mettre en lumière la relation entre l'expansion débridée des marchés financiers internationaux ces dernières décennies et le krach de 2008.³ ; d'autre part, d'en déduire quelques considérations utiles pour les syndicats et les mouvements sociaux.

Pour la grande majorité des commentateurs et des économistes, l'affaire est entendue : l'effondrement des marchés financiers internationaux dont nous voyons les prémices, et qui risque bien de dégénérer en authentique crise économique planétaire, résulte de la liberté sans bornes accordée à la spéculation, en particulier aux États-Unis. Ce sont donc, logiquement, les banques et les fonds d'investissement qu'on a montrés du doigt en tant que principaux acteurs de la spéculation, mais aussi les gouvernements et leurs banques centrales (notamment le

gouvernement américain et la Fed, sa « réserve fédérale ») qui les ont laissés faire, voire encouragés. Et tous ceux qui, depuis des années, derrière chaque fracture socio-économique (chômage de masse, dumping salarial, concurrence locale exacerbée et démantèlement des protections sociales), croient discerner la conséquence du fait que la spéculation a les coudées franches et est devenue une fin en soi, et considèrent la réglementation et le contrôle des marchés financiers comme les clés qui permettraient de résoudre ces problèmes, ont aujourd'hui le sentiment que les faits leur donnent raison.

A première vue, on pourrait effectivement penser que la finance est à l'origine de la pression accrue qui s'exerce sur la société tout entière. Qui contesterait que les marchés financiers ont acquis une importance historiquement sans précédent et influent plus fortement que jamais sur l'activité économique ? Cet état de choses n'est-il pas, en soi, suffisant pour les désigner comme les premiers responsables de la souffrance sociale ? Pourtant, si la dénonciation des hedge funds, private equity funds.⁴ et autres acteurs des marchés financiers rencontre une approbation aussi unanime (a fortiori lorsqu'elle fait appel à une imagerie incendiaire à base de « nuée de sauterelles » et de « sangsues »), ce n'est pas seulement parce qu'elle colle aux apparences. C'est aussi et surtout parce qu'elle s'appuie sur le lieu commun largement répandu selon lequel la finance, les banques et les « spéculateurs » engendreraient la plupart des effets pervers du capitalisme en faisant, sans se fatiguer, des profits sur le dos des « honnêtes travailleurs » et des « entreprises de production ». D'où le blâme s'abattant régulièrement sur ces spéculateurs animés d'une « insatiable cupidité », toujours en quête de « rendements excessifs », etc. – comme si le mode de production capitaliste n'était pas, par essence, fondé sur le principe de maximisation des profits et n'avait pas toujours été prêt à tout, y compris à marcher sur des cadavres, pour le mettre en œuvre.

Cette dénonciation des marchés financiers ne constitue donc en aucun cas une critique du capitalisme ; elle est, au mieux, un soupir de nostalgie au souvenir du capitalisme d'après-guerre régulé par l'Etat-providence, quand le monde paraissait encore « en ordre ». Plus grave, elle ouvre la porte à des délires antisémites basés sur la distinction, sans fondement mais communément admise, entre un « capital créatif » (concret) et un « capital accapareur » (abstrait), où la figure des « spéculateurs » rejoint celle des « Juifs » soupçonnés de tirer, depuis les coulisses, les ficelles de l'économie et de la politique mondiales. Ce dangereux amalgame idéologique ayant été identifié et dénoncé à plusieurs reprises ces dernières années.⁵ , je ne m'y étendrai pas davantage. En revanche, je m'efforcerai de montrer qu'une vision des activités financières aussi grevée de préjugés conduit à inverser les relations causales à l'œuvre dans la logique fonctionnelle du capitalisme, empêchant ainsi non seulement toute analyse pertinente de la crise en cours mais encore toute opposition adéquate aux exigences sociales et politiques que ladite logique fait peser sur nous.

Les répercussions à long terme de la crise du fordisme

Il suffit d'un coup d'œil à l'histoire moderne pour se convaincre que la frénésie spéculative et l'apparition de vastes bulles de crédit n'ont jamais été la cause d'aucune crise capitaliste ; elles en sont au contraire le produit, la forme prise par un processus de crise dont il faut rechercher la véritable origine dans le ralentissement de la valorisation du capital au sein de l'économie réelle. C'est encore plus vrai pour ce qui concerne l'actuelle crise financière et la longue période de spéculation qui l'a précédée, même si certaines particularités historiques distinguent cette crise des précédentes.

Tout le monde s'accorde sur le fait que les marchés financiers

ont commencé à prendre de l'ampleur et à devenir autonomes vers le milieu des années 1970. Cependant, ce n'était pas le résultat de choix politiques arbitraires, ni de l'influence de think tanks néolibéraux ou de puissants lobbies économiques, ainsi qu'on le prétend souvent ; c'était une réponse à la crise structurelle inhérente au système, crise qui, lorsque le fordisme eut rencontré ses limites, vint mettre un terme à l'expansion capitaliste d'après-guerre. A cette époque, en effet, l'épuisement des réserves organisationnelles de productivité qu'avait créées la production de masse standardisée comprimait les taux de profits, tandis que, dans le même temps, les classes laborieuses étaient parvenues, à force de luttes, à obtenir de meilleurs salaires et avantages sociaux, et que les coûts d'investissement des infrastructures publiques augmentaient sans cesse. Dans un tel contexte, le relèvement notable du prix du baril de pétrole par les pays de l'OPEP, en faisant soudain grimper en flèche le coût de la surexploitation des réserves d'énergies fossiles, fut suffisant pour mettre en panne la dynamique de croissance auto-entretenu d'après-guerre. On cessa d'investir dans les moyens de production, usines, bâtiments, etc., ces secteurs ne rapportant désormais plus assez. D'importantes masses de capitaux se trouvèrent « libres », sans aucun investissement rentable en vue.

Mais étant donné que le capital est, par essence, valeur s'autovalorisant – autrement dit, étant donné que le seul but de la production capitaliste consiste à transformer l'argent en davantage d'argent (ce qui explique que le capitalisme soit condamné à la croissance quantitative perpétuelle, sans considération des besoins humains ni des limites naturelles) –, le moindre ralentissement du processus de valorisation est immédiatement synonyme de crise. Plus précisément : de crise de suraccumulation, ou encore, comme disent les économistes contemporains, de crise de surinvestissement. Une partie du capital est excédentaire (au regard des critères de sa propre fin en soi abstraite) et se voit, par conséquent, menacée de

dévalorisation. En outre, lorsque cette dévalorisation se produit, elle ne se traduit pas simplement par la faillite d'un certain nombre d'entreprises et de banques (ce qui fait partie du fonctionnement normal du capitalisme), mais se répercute, transmise et renforcée par des effets négatifs amplificateurs, à travers l'économie et la société tout entières.

Voilà précisément la menace qui se profilait au milieu des années 1970, conformément au pronostic de nombreux économistes qui n'étaient pas tous de gauche..⁶ Mais pourquoi n'est-ce pas arrivé ? Pourquoi la grande crise économique mondiale n'a-t-elle pas éclaté ? L'une des raisons majeures à cela tient au fait qu'une part substantielle des capitaux excédentaires, ces capitaux qui ne pouvaient plus être injectés dans l'économie réelle, fut détournée vers les marchés financiers et jeta son dévolu, dans un premier temps, sur les créances publiques, puis, de plus en plus, sur la spéculation boursière et immobilière. Ce report sur la sphère financière est, en soi, une phase tout à fait normale, qui intervient lors de chaque crise de la valorisation du capital. Marx l'avait déjà analysée au moment de la crise de 1857, forgeant à cette occasion le concept de « capital fictif ». Capitaux et crédit spéculatifs sont dits fictifs car ils n'ont du capital que l'apparence. En effet, s'ils produisent bien pour leur détenteur des gains spéculatifs ou des intérêts élevés, cet argent n'entre pas véritablement dans le cycle de la valorisation, qui suppose nécessairement la production de biens ou de services au moyen d'une certaine quantité de travail abstrait, dont une partie sera prélevée au titre de la valeur ajoutée. Les « revenus » que « produisent » le capital fictif, eux, sont prélevés à d'autres sources : impôts ou emprunts nouveaux (dans le cas de la dette publique qui croît de manière exponentielle), pari sur l'avenir (dans le cas des gains spéculatifs) ou bradage de la substance sociale (dans le cas des recettes de privatisation).

C'est l'exemple de la dette publique croissante qui est le plus parlant : l'Etat emprunte de l'argent pour le réinjecter aussitôt dans le circuit de la consommation. Du point de vue du créancier, cet argent apparaît comme du capital, puisqu'il « produit » des intérêts. Toutefois, il est en réalité depuis longtemps dépensé, et n'a donc de « valeur » que sous la forme de titres de créances (les obligations d'Etat). Le crédit à la consommation et le crédit hypothécaire opèrent sur le même principe : le débiteur emprunte de l'argent pour acheter maison, voiture ou tout autre bien ; quoiqu'il ait été dépensé, ce même argent apparaît aux yeux du créancier comme un capital qui a été investi de façon rentable, ce qui, de son point de vue, est la seule chose qui importe. Aussi longtemps que la bulle continuera de grossir, crédit et spéculation lui apparaîtront comme des possibilités d'investissement on ne peut plus « réelles ».

Toutefois, la croissance du capital fictif ne se traduit pas seulement par de nouvelles opportunités offertes aux investisseurs ; sur le plan macro-économique, elle a aussi pour conséquence de retarder le déclenchement de la crise. Car le report du capital excédentaire sur les marchés financiers n'empêche sa dévalorisation que temporairement, tandis que, dans le même temps, par le biais de divers mécanismes, il crée une augmentation du pouvoir d'achat s'exprimant par une demande accrue de biens et de services qui permet à l'économie réelle de poursuivre sa course, voire même la stimule. Dans le cas de l'augmentation de la dette publique, ce mécanisme agit immédiatement et, à ce titre, s'est imposé comme un instrument incontournable de la politique économique. Que l'argent dépensé par l'Etat serve à construire des routes, à acheter des avions de combat ou à verser des prestations sociales, il retourne, de toute façon, directement dans le circuit de la consommation, alimentant ainsi l'économie. Comme l'a montré le récent boom de l'immobilier aux Etats-Unis, le crédit à la consommation et les prêts hypothécaires ont exactement les mêmes effets macro-économiques, à cette différence près que

les débiteurs sont, cette fois, des particuliers. Quant aux profits réalisés sur les marchés financiers, ils sont eux aussi, dans une certaine mesure, réinjectés dans l'économie réelle, soit par le biais des dépenses d'équipement des banques, fonds d'investissement et autres acteurs de la finance (parcs de véhicules d'entreprise, ordinateurs, immeubles de bureaux de prestige), soit par le fait qu'employés de la finance et investisseurs indépendants couvrent leur propre consommation grâce au produit des intérêts et de la spéculation. A cet égard, le capital fictif est tout sauf un poids mort entravant la bonne marche de l'économie réelle. C'est même l'inverse : il permet à l'exploitation capitaliste de se poursuivre, pour un temps, comme si de rien n'était.

Aucun mécanisme, jusqu'à présent, n'était toutefois parvenu à faire durer cette situation très longtemps. A chaque fois, une courte période de surchauffe spéculative débouchait sur un vaste krach où le potentiel de destruction accumulé se déchargeait avec une violence soudaine, annihilant en un clin d'œil une part substantielle des structures économiques et sociales. La spécificité historique de la crise du fordisme tient en ce que la dévalorisation brutale des masses de crédit et de capitaux spéculatifs ne s'est pas encore produite. Mais ça ne signifie en aucun cas que la logique de la valorisation capitaliste ait été abrogée, comme on l'a souvent dit. Cette crise n'est historiquement unique que du point de vue du sursis remarquablement long dont elle a bénéficié ; pour le reste, basée sur le mécanisme du capital fictif, elle n'est pas structurellement différente des précédentes et finira donc tôt ou tard par éclater sous la forme d'une énorme vague de dévalorisation. A cette durée inhabituelle correspond logiquement la non moins inhabituelle inflation des bulles du crédit et de la spéculation. S'il s'avère exact, ainsi que l'affirment à peu près tous les journaux, qu'aujourd'hui 97% des flux financiers transnationaux sont de nature purement spéculative, il n'y a pas lieu d'y voir la preuve d'un «

dysfonctionnement » de l'économie, ni celle de l'insatiable « cupidité » des spéculateurs ; cela indique simplement à quel point la crise a été longtemps ajournée et, conséquemment, quel gigantesque potentiel de destruction elle renferme.

Les particularités du long ajournement de la crise

D'un point de vue politique, on peut dire que c'est avant tout la dérégulation progressive des marchés financiers internationaux et le découplage définitif des monnaies par rapport à l'or (l'abandon, en 1971, de la convertibilité du dollar en or entraînait la fin du système des taux de change fixes) qui permirent de retarder si longtemps le déclenchement de la crise. Car c'est ce qui rendit possible que la masse monétaire mondiale croisse dans des proportions inenvisageables lors des précédentes crises, à cause des limites strictes à l'expansion monétaire imposées justement par l'étalon-or et les réglementations nationales des marchés. Cependant, la décision d'abattre ces limites ne fut pas un acte politique arbitraire, attribuable à l'influence de tel ou tel puissant groupe d'intérêts..⁷ Elle résulta plutôt du développement économique des années 1950-1960, qui avait peu à peu sapé les fondements du système de Bretton Woods. A mesure que les Etats-Unis perdaient leur suprématie économique incontestée – au point d'arriver tout juste à couvrir, à grand renfort d'endettement public croissant, les dépenses nécessaires au maintien de leur position de puissance militaire et politique mondiale (le coût de la guerre du Vietnam ayant joué ici, comme on le sait, un rôle de premier plan) –, ils ne parvenaient plus, au sein d'un système de taux de change fixes, à garantir les devises occidentales sur leurs réserves d'or. Ainsi se firent jour simultanément, avec le concours actif des gouvernements, des banques centrales et des organismes financiers internationaux, les conditions d'une inflation considérable de la masse monétaire. A partir des années 1970, et par-dessus tout des années 1980, de vastes quantités de liquidités non garanties furent injectées dans

les marchés, soit directement via la dette publique, soit, chaque fois que les marchés semblaient un peu instables, par le biais de politiques d'aide au crédit. Les États-Unis jouèrent, certes, un rôle essentiel dans ce processus puisque leur position de superpuissance les autorisait à emprunter dans leur propre monnaie sans subir aucune perte de change, dans la mesure où le dollar fonctionnait de facto comme devise mondiale (un statut qui est aujourd'hui remis en question). Mais les autres pays occidentaux, avec leur propre dette publique et leurs politiques de création de monnaie, ont également contribué pour une part non négligeable au gonflement continu de la bulle planétaire de capital fictif, et donc à retarder encore et encore l'éclatement de la crise.

Par ailleurs, le long cycle capitaliste-financier entamé dans les années 1970 présente cette autre caractéristique notable : tout en offrant un sursis à la crise du fordisme, il coïncidait avec la forte hausse de productivité consécutive à la troisième révolution industrielle, c'est-à-dire à l'introduction des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC). Sous les conditions d'une crise de suraccumulation « normale », avant d'espérer mettre en œuvre une si profonde transformation de la production, il aurait fallu passer par une grave dépression mondiale qui aurait réduit les structures économiques de l'après-guerre à un tas de décombres. Toutefois, le long ajournement de la crise permis par l'expansion du capital fictif eut pour effet de limiter cette destruction essentiellement aux pays du Sud et de l'ex-bloc soviétique. Si les structures fordistes de la métropole occidentale furent également mises à mal, c'est là le résultat d'une plus longue évolution qui vit la pression sur les conditions de travail et les systèmes sociaux s'accroître peu à peu, tandis que les structures de production subissaient des transformations fondamentales. Cette évolution n'affecta pas les pays de la même façon en fonction de leur position sur le marché mondial et au sein de la concurrence économique, mais la tendance était partout la même : le

secteur industriel, à l'aide des applications de la micro-électronique, fut rationalisé de façon radicale et peu à peu réduit à un noyau hyperproductif ; en revanche, tout segment de la production qui ne pouvait pas (encore) être rentabilisé grâce à l'automatisation se vit sous-traité par des pays ou des secteurs à bas salaires.

Dans la mesure où le secteur dit des services prit une importance accrue en même temps qu'il absorbait une part conséquente de la force de travail dont l'industrie ne voulait plus, une lecture superficielle de la situation pouvait amener à conclure que le capitalisme traversait simplement une nouvelle restructuration, caractérisée par la perte de la position dominante du secteur industriel au profit des services et de l'« économie du savoir », à quoi s'ajoutait la globalisation des relations économiques. C'est pourquoi la plupart des observateurs et des experts de l'industrie s'accordèrent à penser que le capitalisme, au moins dans la métropole, avait largement réussi à surmonter la crise des années 1970-1980 (nom de code : « crise de la société de travail »), même si cela s'était fait au prix d'une précarisation accrue des conditions de vie et de travail pour de larges pans de la population – précarisation considérée, en fonction de la couleur politique du commentateur, tantôt comme inévitable, tantôt comme le produit de politiques néolibérales qu'il fallait amender. En revanche, pour la droite comme pour la gauche, le diagnostic d'un procès de crise au fondement même du capitalisme paraissait absurde et fallacieux. « Regardez comme le capitalisme est en pleine forme ! » s'écriait-on (que ce soit sur un ton enthousiaste, critique ou résigné) au vu du déferlement de profits de ces dernières années.

L'actuelle crise des marchés financiers montre très clairement que cette lecture reposait sur des bases erronées. Erronées non pas parce que, comme le prétendent ceux qui fulminent contre les « nuées de sauterelles », la spéculation détruirait

une économie réelle dotée d'une structure viable, mais plutôt parce que cette économie réelle, telle qu'elle a évolué depuis vingt-cinq ou trente ans, n'a jamais constitué le support permettant une phase auto-entretenu d'accumulation capitaliste. Tout au contraire : elle ne fut (et n'est toujours) viable que grâce à l'afflux constant de capital fictif. Un véritable essor auto-entretenu supposerait, dans un contexte de croissance continue, d'absorber une main d'œuvre de plus en plus nombreuse dans la sphère de la production de marchandises et au niveau de productivité standard ; c'est là le seul moyen de garantir que la masse de valeur ajoutée va continuer à croître et que le cycle « argent – marchandises – davantage d'argent » tournera sans fin. Du point de vue de la demande, cela voudrait dire qu'à chaque instant, il faut créer suffisamment de revenus du travail pour espérer vendre les marchandises produites l'instant d'avant. Voilà précisément les circonstances qui font défaut sous les conditions de la troisième révolution industrielle. La rationalisation sur la base des NTIC laboure tous les secteurs de l'économie à une telle allure que, globalement, le nombre de travailleurs devenant superflus augmente sans cesse, en dépit de ceux qu'absorbe la croissance. Cela signifie que la logique de la valorisation non seulement conduit à des coupes claires au niveau de la demande dont, pourtant, elle dépend pour réaliser sur le marché la valeur produite, mais aussi, plus fondamentalement, qu'elle sape en permanence sa propre assise.⁸ Considérée sous cet angle, la révolution micro-électronique de la production constitue une sorte de crise permanente de suraccumulation, autrement dit un afflux constant de capital excédentaire, non réalisable dans la sphère de la production, qui s'échappe vers la sphère du capital fictif et contribue ainsi considérablement à la croissance exponentielle de la bulle financière.

La crise ? Quelle crise ?

A l'encontre de ce diagnostic, on fait souvent valoir qu'au

cours des dernières décennies, des millions de nouveaux emplois ont été créés dans des pays situés autrefois à la périphérie de l'économie-monde, notamment en Europe de l'Est et en Asie du Sud-Est, et que la base de la production de valeur s'est donc élargie plutôt que contractée. Toutefois, cet argument néglige deux points essentiels. Premièrement, la grande majorité du travail industriel dans les pays en question s'effectue à un très bas niveau de productivité, ne créant par conséquent que très peu de valeur au regard des standards régnant dans les usines automatisées et complètement rationalisées du marché mondial. En effet, ce qui permet de définir la valeur d'une marchandise n'est pas tant le nombre d'heures travaillées que le niveau de productivité socialement reconnu.⁹ Et puisque, dans les segments qui forment le cœur de la production mondiale, ce niveau s'élève continuellement, la valeur extraite du travail peu productif dans les usines externalisées chute de manière tout aussi continuelle. Cela signifie que l'externalisation n'est économiquement viable que tant qu'on peut encore trouver de plus bas salaires et de plus misérables conditions de travail.¹⁰ Et, en retour, cela explique pourquoi le processus de rationalisation n'a pas conduit à une réduction générale du temps de travail et à une vie meilleure pour tous (en fait, il n'a pas même ouvert la possibilité d'une amélioration relative des conditions d'existence sous le capitalisme), mais plutôt à une dégradation et un appauvrissement considérables de la société.

En outre, et c'est le deuxième point, l'essor de la Chine, de l'Inde et des autres « marchés émergents » n'est en aucune façon auto-entretenu ; il est même totalement dépendant du crédit et de la création de monnaie spéculative sur les marchés financiers transnationaux. Chacun sait que toute la structure économique de ces pays est orientée massivement vers l'exportation, principalement à destination des États-Unis et de l'Union Européenne, lesquels, en retour, financent largement leurs importations grâce aux revenus du crédit et de

la spéculation. De ce point de vue, un phénomène qui a valeur de paradigme est constitué par le cycle de déficit entre l'Asie-Pacifique et les USA, cycle qui, depuis l'administration Reagan, est devenu le principal moteur de l'activité économique mondiale. Son fonctionnement repose sur un mécanisme très simple : un déficit commercial croissant est couvert par des apports également croissants de capital financier, lequel, en partie directement via les dépenses publiques financées par le crédit (« déficits jumeaux ».¹¹), en partie indirectement via la sphère de la finance privée, est réinjecté dans le circuit de la consommation. Cependant, dans la mesure où la majeure partie de cette masse d'argent se déverse sur les pays asiatiques (le Japon en tête mais aussi, de plus en plus, la Chine), qui investissent les bénéfices de leurs ventes dans le secteur financier étatsunien ou accumulent des réserves de change en dollars, ces pays, en réalité, financent eux-mêmes leurs exportations. A l'ère reaganienne, c'est l'augmentation brutale de la dette publique qui alimentait ce cycle. La spéculation boursière n'a pris de l'importance que plus tard : durant le boom de la soi-disant « nouvelle économie », il n'était pas rare que des investisseurs privés financent une part de leurs dépenses grâce aux énormes hausses des prix du « nouveau marché ». Et pour terminer, ces dernières années, l'attention s'est portée sur la spéculation immobilière.

Ce circuit ne peut toutefois perdurer que tant que le dollar américain jouit d'une confiance suffisante et que les capitaux frais continuent d'affluer pour couvrir le déficit permanent. L'une des caractéristiques de l'actuelle crise des marchés financiers réside justement dans le fait que cette confiance est, dans une large mesure, en train de s'effriter (comme l'indique la brusque chute du dollar)¹². Que le gouvernement américain et la Fed échouent à renverser la tendance et le cycle de déficit du Pacifique s'arrêtera net, ce qui aurait à peu près le même impact sur l'économie mondiale qu'une

interruption de la circulation du Gulf Stream sur le climat. Face à un scénario aussi menaçant, on pourrait être tenté de se réfugier dans un antiaméricanisme facile et d'accuser les Etats-Unis, comme le font toujours davantage de voix scandalisées en Europe, de « vivre aux crochets du reste du monde », de financer leur « consommation improductive » par le crédit¹³, voire même, désormais, d'entraîner l'économie mondiale dans la crise. Mais ce serait reproduire, une fois de plus, la distinction d'ordre idéologique entre capital financier « parasitaire » et honnête capital productif (les motifs antiaméricains indiquant toujours, en Europe, une dangereuse proximité avec des constructions antisémites). Qui plus est, ce serait inverser totalement les choses, car, d'une part, les pays d'Europe ont largement bénéficié de la demande américaine financée par voie de crédit : l'industrie allemande, en particulier, serait depuis longtemps en miettes sans les gigantesques volumes exportés outre Atlantique. D'autre part, rapportées aux PIB, les dettes nationales des pays de l'Union Européenne sont du même ordre de grandeur que celle des USA, et la spéculation ne semble pas non plus y être tout à fait inconnue puisque, ces dernières années, principalement dans le sud de l'Europe, on a vu grossir une impressionnante bulle spéculative sur les marchés de l'immobilier (laquelle est d'ailleurs en train d'éclater). Enfin et de toute façon, l'économie-monde capitaliste dans son ensemble survit en réalité sous perfusion de capital fictif, pour la bonne raison que l'économie réelle n'est plus à même de la soutenir.

Il est donc complètement absurde d'accuser aujourd'hui, ainsi que l'ont fait tous les commentateurs des journaux de droite comme de gauche, la banque centrale américaine d'avoir encouragé la spéculation immobilière par sa politique de taux d'intérêt extrêmement faibles et, partant, d'être responsable de l'actuelle crise financière. La stratégie de la Fed après le krach de la nouvelle économie a simplement consisté à faire en sorte d'éviter la catastrophe qui, déjà, menaçait les

marchés financiers. Elle a ainsi à nouveau retardé le déclenchement de la crise de sept ou huit ans, permettant cette soi-disant reprise dont on a beaucoup parlé et que chaque homme politique tente de porter à son crédit. Si l'on tient à tout prix à faire usage de catégories morales, il faudrait plutôt remercier la Fed et le gouvernement américain d'avoir, par leur politique monétaire expansionniste, accordé à l'économie-monde un nouveau répit. Mais la gratitude est ici aussi inutile que le blâme. Il est bien plus urgent de comprendre que la crise des marchés financiers, loin d'être causée par la spéculation, est plutôt, à un niveau bien plus fondamental, le fruit d'une contradiction structurelle dans le mécanisme de la reproduction capitaliste. Cette prise de conscience pourrait s'avérer essentielle pour les conflits sociaux à venir.

Nouveau répit...

Il n'est pas possible d'émettre un pronostic fiable quant au déroulement futur de la crise. Pour le moment, nous ne savons pas si les forces réunies des banques centrales et des gouvernements seront suffisantes pour repousser une nouvelle fois l'effondrement des marchés financiers et ses conséquences dévastatrices pour le monde entier. Si elles y parvenaient, il n'en résulterait d'ailleurs que l'inflation d'une nouvelle bulle financière. Ce serait, de plus, un camouflet pour tous ceux qui voient la solution dans la régulation de la finance – revendication désormais reprise par des gens de tous bords, y compris par d'ex-néolibéraux purs et durs dont la devise semble être : « peu importe ce que j'ai dit hier » –, car sur le plan pratique, l'intervention de l'Etat aura l'effet exactement inverse : elle se contentera de limiter les dégâts directs causés par l'éclatement de la bulle immobilière. Il est significatif que même le social-démocrate populiste Oskar Lafontaine préconise le rattrapage des banques en difficulté par le gouvernement : il sait bien que l'effondrement du système bancaire aurait des effets catastrophiques sur la

société tout entière.¹⁴ Bien entendu, c'est en toute bonne conscience qu'il appuie cette revendication d'un meilleur contrôle des banques et des acteurs de la finance. Mais elle n'a aucun sens, car les pertes dues aux mauvaises créances d'aujourd'hui, si elles sont jamais compensées, ne pourront l'être, étant donné les circonstances, que par de futurs gains sur les marchés financiers. Que les acteurs de ces marchés soient privés ou publics, le principe demeure identique : les uns comme les autres sont soumis à la même obligation d'investir « leurs » capitaux de manière rentable, ce qui, en période de suraccumulation permanente, les perspectives de valorisation étant très limitées au sein de l'économie réelle, signifie investir quasi exclusivement dans la sphère du crédit et de la spéculation.¹⁵ Qu'on veuille le reconnaître ou non, ce point est démontré empiriquement. C'est pourquoi les gouvernements et les banques centrales n'auront d'autre choix que de rouvrir grand les vannes de la création monétaire. Le gouvernement américain et la Fed s'engagent d'ores et déjà dans cette voie.¹⁶

Bien sûr, l'action politique, toujours entravée par le fait qu'il lui est interdit de remettre en cause la logique fonctionnelle du capitalisme, doit se contenter d'administrer les affaires publiques sans sortir de cette logique. Toutefois, la marge de manœuvre dont dispose la politique évolue au cours de l'histoire. Elle prend une forme et des limites historiquement spécifiques qui, à leur tour, dépendent du développement aveugle de la dynamique capitaliste. A l'intérieur de ces limites, les décisions et les orientations politiques ne sont pas déterminées mais résultent de l'interaction entre plusieurs facteurs tels que les rapports de forces dans la société, les alliances internationales ou les écarts de compétitivité au sein du marché mondial ; par contre, le cadre défini par lesdites limites est hors du champ de la politique. Cela reste vrai durant l'ère fordiste qu'on a trop souvent tendance aujourd'hui à idéaliser. En dépit du

degré de régulation relativement élevé à cette époque, l'action politique n'a pas davantage créé l'expansion fordiste en tant que telle qu'elle n'a pu en empêcher la fin. Mais elle fut capable, dans une certaine mesure, d'influer sur le cours interne de l'expansion et d'utiliser les possibilités restreintes qui lui étaient offertes en matière de répartition des richesses afin d'élaborer, notamment, une vaste infrastructure sociale. La période ultérieure de mondialisation d'un capitalisme en crise se présente comme le reflet inversé du fordisme : si la politique se révèle désormais incapable de donner corps, socialement parlant, aux masses de capital fictif, c'est parce que la constante inflation de la bulle du crédit et de la spéculation est un prérequis indispensable au fragile ajournement de la crise, et détermine, par conséquent, la portée et les limites de l'action politique. Celle-ci doit donc tout faire pour assurer l'existence de ce prérequis aussi longtemps que possible, ce qui, au-delà des mesures de politique monétaire, comprend également la prédation progressive des « biens publics », que l'on jette au feu de l'exploitation privée afin que la locomotive capitaliste continue à foncer encore un temps.¹⁷

En revanche, mettre un terme à la dynamique de crise du capitalisme est un objectif hors d'atteinte de la politique, dont les interventions contribuent au contraire à reproduire en permanence, à un niveau toujours plus élevé, les contradictions sous-jacentes au processus de crise. Puisque la masse de capital fictif dont il faut éviter la dévalorisation grossit de façon exponentielle (ainsi que nous le montre un simple coup d'œil à la croissance des marchés financiers), la pression sur la société et sur la majeure partie de la population, forcée de se vendre dans des conditions toujours plus précaires, augmente à chaque étape du long ajournement de la crise. Par conséquent, le coût social d'un nouveau report du grand krach ne pourra que s'avérer considérable. Primo, nous pouvons nous attendre à une forte récession qui, à l'inverse de l'actuelle « reprise », nous enverra certainement

toucher le fond. Secundo, l'expansion de la masse monétaire devrait produire une accélération de l'inflation et, partant, une nouvelle contraction d'un pouvoir d'achat déjà malmené. Enfin, la prochaine vague de spéculation s'attaquera sans doute aux matières premières, à la nourriture et aux agrocarburants, et touchera donc, directement et de façon catastrophique, de vastes pans de la population mondiale. La terrible hausse des prix des denrées alimentaires ces deux dernières années peut largement être attribuée au fait que de plus en plus d'investisseurs institutionnels ont reporté leurs capitaux sur le marché à terme des marchandises. Si cette tendance se confirme, les prix exploseront inévitablement, multipliant d'autant la faim dans le monde.

Encore une fois, l'augmentation du volume de capital fictif ne sera pas, à proprement parler, la cause de la catastrophe, mais plutôt (comme dans le cas des privatisations) une courroie de transmission du processus de crise et de sa tendance intrinsèque à l'exclusion et à la précarisation. Nous risquons donc fort de voir le ressentiment populaire se tourner à nouveau exclusivement vers ces ennemis imaginaires que sont les « cupides » marchés financiers, et rejeter sur eux la responsabilité de toutes nos souffrances. Il est d'autant plus crucial de remettre dans le bon sens cette soi-disant « critique du capitalisme » qui prête le flanc à l'antisémitisme. Ce qui suppose, outre la nécessaire critique de l'idéologie marchande, la formulation d'une analyse correcte de la crise, permettant de réfuter la perception déformée qu'ont la plupart des gens du fonctionnement du système capitaliste. Il ne s'agit évidemment pas de préconiser que la spéculation et les marchés financiers soient exempts de toute critique ; il s'agit d'affirmer que leur expansion ne peut être comprise que comme l'un des moments essentiels de la crise du capitalisme, et que cette dernière ne conduit qu'à la totale destruction des fondements sociaux et naturels de la vie.

La critique doit également être dirigée contre le projet mi-nostalgique mi-populiste d'un retour aux politiques keynésiennes de croissance et de régulation. Au fond, ceux qui émettent ces propositions savent eux-mêmes pertinemment que, dans les conditions actuelles, la marge de manœuvre politique qui permettrait de les mettre en œuvre n'existe pas. Nous en avons la preuve chaque fois que la « gauche » arrive au pouvoir... et applique un programme tout opposé à ses promesses ; c'est valable aussi bien pour la coalition SPD-Die Linke à la tête de la municipalité berlinoise que pour l'ex-« coalition de centre-gauche » en Italie ou le gouvernement Lula au Brésil. Le plus insensé, c'est qu'il ne s'agit pas de la part des électeurs d'une simple question de crédulité ou du fait d'être « trompés », mais plutôt qu'en l'absence de meilleures perspectives, ils veulent croire qu'un retour à l'Etat-providence keynésien d'après-guerre est encore possible, même si, à un autre niveau de conscience, ils savent bien que ça ne se fera pas. On est ici au cœur de l'état d'esprit schizophrène qui règne en Allemagne où nous avons, d'un côté, un large soutien des revendications social-démocrates habituelles (généralisation du salaire minimum, pas de privatisation des chemins de fer, etc.) et, de l'autre, un fort capital de sympathie à l'égard du gouvernement Merkel¹⁸. Là où cet état d'esprit pose problème, c'est que, dans son balancement entre souhaits irréalisables et acceptation acritique de la logique structurelle du capitalisme, il incline dangereusement à désigner des boucs émissaires, que ce soit les fonds spéculatifs, le gouvernement américain, les multinationales ou – au bout du labyrinthe des égarements – « les Juifs ».

Cela a l'air d'un paradoxe mais, si vous ne voulez pas vous rendre à la « realpolitik » et à son credo des contraintes objectives, il est essentiel d'identifier précisément les limites de l'action politique dans l'actuelle période de crise du capitalisme. Non pas pour les accepter comme telles, mais pour servir de point de départ indispensable aux mouvements

sociaux et aux organisations syndicales qui restent opposés à la prédation systématique de l'Etat social, à la marchandisation de tous les aspects de l'existence, à la précarité croissante, ainsi qu'au contrôle et à la répression étatiques qui les accompagnent. Si ces mouvements et organisations s'orientent vers des perspectives politiques illusoire et s'enlisent dans le borbier de la politique partisane, il n'en sortira rien d'autre que leur neutralisation.¹⁹ Si, en revanche, ils se concentrent sur la tâche consistant à articuler leurs luttes par-delà les divisions dues aux intérêts catégoriels et à la pulvérisation des conditions de vie et des identités, ils pourraient parvenir à renverser la tendance à l'érosion de la solidarité qui s'est fait jour sous la pression de la crise, et à constituer une force de contestation sociale se dressant contre la politique néolibérale de démolition et d'exclusion, ramenant du même coup la défaite de la logique capitaliste dans le champ du possible.

... ou crise économique mondiale ?

Que les politiques visant à repousser une nouvelle fois le déclenchement de la crise échouent, et nous serons menacés par un cataclysme économique mondial d'une ampleur incalculable où se déversera tout le potentiel de destruction accumulé depuis trente ans. Il en résultera d'emblée la faillite d'une énorme quantité d'entreprises et de banques, à quoi s'ajoutera vraisemblablement une forte inflation. Il n'est pas besoin de beaucoup d'imagination pour se représenter les effets dévastateurs d'une telle stagflation²⁰ géante sur les finances publiques, les systèmes de protection sociale et les conditions de vie de la grande majorité des gens. Dans une telle conjoncture, il n'est guère douteux que l'idéologie d'une gestion de crise à caractère national-populiste (que certains réclament d'ailleurs depuis longtemps, et pas seulement à droite) verra sa popularité grandir. Lorsque

Jürgen Elsässer, journaliste à Neues Deutschland²¹, appelle à un « front populaire national » contre le capital mondialisé, et plus particulièrement le capital financier (qu'il localise – ô surprise ! – principalement aux Etats-Unis), ses propos peuvent paraître aujourd'hui quelque peu excessifs. Mais ils reflètent une certaine tendance à la fermeture agressive et nationaliste des frontières, à l'autoritarisme disciplinaire en matière de politique intérieure et à la mobilisation des vieux démons antisémites. Il est pourtant évident que, ne serait-ce que pour des raisons de gestion de la crise, le caractère fortement transnational des relations économiques aujourd'hui rend un retour au large isolement des Etats-nations à peine concevable. Une désintégration de l'économie-monde en plusieurs blocs continentaux est beaucoup plus probable, et c'est d'ailleurs un scénario que, depuis quelques temps, on n'hésite plus à envisager dans les think tanks et les couloirs du pouvoir. L'effondrement prévisible du dollar américain et la perte consécutive de sa fonction de monnaie mondiale pourraient nous entraîner rapidement dans cette direction.²²

Un tel scénario ne représente aucun espoir d'une authentique sortie de crise, mais seulement une forme de gestion de celle-ci. Autrement dit, si la dévalorisation brutale survenait, elle n'aurait en aucun cas le caractère d'une « crise purificatrice » grâce à laquelle, après avoir évacué la surcapacité et les créances douteuses, nous pourrions poser les bases d'une nouvelle course auto-entretenu à l'accumulation. Car nous n'aurions pas éliminé les véritables causes de la crise : le transfert de la force de travail vivante de la production directe vers le complexe social de l'économie du savoir, et le ralentissement consécutif de la création de valeur. Toute production continuerait de se voir forcée de s'aligner sur le niveau de productivité atteint grâce aux NTIC, ou mesurée à l'aune de ce niveau, tandis que la course à l'augmentation de la productivité se poursuivrait.

A de bas niveaux de production de valeur, un état de suraccumulation permanente réapparaîtrait aussitôt, et avec lui la nécessité impérieuse de regonfler la bulle de capital fictif. Les contradictions structurelles propres aux étapes précédentes de la crise seraient ainsi reproduites dans des conditions socio-économiques considérablement aggravées. La vraie question est de savoir s'il est possible de développer, sur la base des résistances populaires aux effets de la crise, un mouvement d'émancipation transnational capable, à travers un programme concret, de viser une réappropriation du contexte social dépassant la logique capitaliste.

1 A l'époque, leader du parti social-démocrate allemand (SPD). (Ndt)

2
http://jugend.mittelfranken.verdi.de/aktuelles/frohe_weihnachten/data/Wipo_Broschuere_Finanzkapitalismus.pdf [Le Ver.di (Vereinte Dienstleistungsgewerkschaft) est une jeune fédération syndicale allemande revendiquant plus de deux millions de membres (Ndt)]. Cf. également Lothar Galow-Bergemann, « Gegen Börsenungeziefer » [Contre la vermine qui pullule à la bourse], in Streifzüge n°42, 2008 : <https://www.streifzuege.org/2008/gegen-boersenungeziefer>.

3 Rédigé en mai 2008, donc avant l'effondrement de l'automne suivant, et paru en allemand dans la revue Krisis : <http://www.krisis.org/2008/weltmarktbeben>. (Ndt)

4 Deux catégories d'investisseurs dits « alternatifs » qui, ces dernières décennies, se sont développés aux côtés des investisseurs « institutionnels » que sont les sociétés d'assurances, fonds de pension, etc. (Ndt)

5 Cf. Norbert Trenkle, « Entsorgung nach Art des Hauses », in Streifzüge n°32, novembre 2004 : <http://www.krisis.org/2005/entsorgung-nach-art-des-hauses>.

6 Cf. Elmar Altvater, Volkhard Brandes et Jochen Reiche (éd.), Handbuch 4. Inflation – Akkumulation – Krise II, 1976, qui

contient de très bonnes analyses.

[7](#) On peut trouver sous la plume de Jürgen Elsässer cette grotesque caricature de l'idée selon laquelle le renoncement à l'étalon-or aurait constitué une décision arbitraire : « En 1971, le président américain Richard Nixon annonça subrepticement la suspension de la convertibilité du dollar en or. Depuis lors, les fondations économiques du capitalisme n'ont cessé de se dégrader », in Solidarität – Sozialistische Zeitung n°57, 2007.

[8](#) Les statistiques macro-économiques montrent clairement qu'il faut désormais, pour espérer créer des emplois, un taux de croissance du PIB beaucoup plus élevé qu'il n'était nécessaire dans les années 1970. En outre, elles donnent systématiquement une image beaucoup trop optimiste puisqu'elles additionnent les emplois sans se demander s'ils contribuent ou non à la production de valeur (l'économie, elle, se pose d'emblée la question). Pour ce qui concerne la majeure partie des services et de l'« économie du savoir », toutefois, la réponse est clairement non (cf. les articles de Samol, Lohoff et Meretz dans Krisis n°31). La croissance du secteur tertiaire ne peut donc pas compenser la tendance à la disparition progressive, sur le long terme, du travail et de la valeur.

[9](#) Rappelons que Marx établit ce principe dès le premier chapitre du Capital : « On pourrait croire que, puisque la valeur d'une marchandise est déterminée par le quantum de travail dépensé au cours de sa production, plus un homme sera fainéant ou malhabile, plus sa marchandise aura de valeur, étant donné qu'il lui faudra d'autant plus de temps pour la fabriquer. Mais en réalité, le travail qui constitue la substance des valeurs est du travail humain identique, dépense de la même force de travail humaine. La force de travail globale de la société, qui s'expose dans les valeurs du monde des marchandises, est prise ici pour une seule et même force de travail humaine, bien qu'elle soit constituée d'innombrables forces de travail individuelles. [...] Après l'introduction du métier à tisser à vapeur, en Angleterre, il

ne fallait plus peut-être que la moitié du travail qu'il fallait auparavant pour transformer une quantité de fil donnée en tissu. En fait, le tisserand anglais avait toujours besoin du même temps de travail qu'avant pour effectuer cette transformation, mais le produit de son heure de travail individuelle ne représentait plus désormais qu'une demi-heure de travail social et tombait du même coup à la moitié de sa valeur antérieure », PUF, 1993, pp. 43-44.

[10](#) Cf. Norbert Trenkle, « Es rettet euch kein Billiglohn », in Kurz, Lohoff, Trenkle (éd.), *Feierabend ! Elf Attacken gegen die Arbeit*, 1999.

[11](#) Déficit budgétaire doublé d'un déficit de la balance des paiements. (Ndt)

[12](#) Note de l'auteur en décembre 2008 : Ce diagnostic a été établi en mai 2008, lorsque le dollar était en forte baisse face à l'euro. En septembre-octobre, il avait retrouvé son niveau antérieur, principalement pour des raisons techniques. Aujourd'hui (fin 2008), nous assistons à une nouvelle baisse spectaculaire.

[13](#) Elmar Altvater écrit ainsi : « Les Américains ont accès à un haut niveau de consommation, l'américan way of life, bien qu'ils soient terriblement endettés. [...] Toutefois, cela exige, d'une part, de forts taux d'épargne dans les autres régions du monde, permettant aux Etats-Unis et à leurs citoyens de se la couler douce ; d'autre part, les marchés financiers doivent fonctionner de telle manière que l'épargne du monde entier soit aspirée par les USA », *Das Ende des Kapitalismus – so wie wir ihn kennen*, 2005.

[14](#) Lafontaine [président du SPD de 1995 à 1999, puis membre fondateur et co-président de Die Linke, l'équivalent allemand du Parti de Gauche (Ndt)] a ironiquement proposé à Josef Ackermann [richissime homme d'affaires, président de la Deutsche Bank, membre du groupe Bilderberg, membre fondateur du Forum économique mondial, etc. (Ndt)] d'adhérer à Die Linke, suite à l'intervention d'Ackermann pour sauver le système bancaire affecté par la crise (*Netzeitung*, 20 mars

2008). D'où il ressort seulement que, lorsqu'il s'agit de gérer la crise, toutes les sensibilités politiques chantent à l'unisson.

15 Ainsi, il est également absurde de reprocher aux banques leurs pertes résultant de la spéculation immobilière. Elles n'ont fait que ce que tout le monde attendait d'elles en période de hausse : investir « leur » argent de la façon la plus profitable. Si elles ne l'avaient pas fait, ces mêmes « experts » qui aujourd'hui crient au scandale en raison des lourdes pertes auraient alors sans doute critiqué leurs « précautions excessives ».

16 Note de l'auteur en décembre 2008 : Ce pronostic de mai 2008 s'est vu entièrement confirmer par les gigantesques programmes de sauvetage des marchés financiers mis en branle, que ce soit aux Etats-Unis, en Europe ou ailleurs. En même temps, il est possible qu'ils aient atténué l'impact de la crise sur l'économie réelle.

17 Pour une analyse de ce mécanisme, cf. Ernst Lohoff, « Out of Area – Out of Control », Streifzüge n°31 et 32, 2004 : <https://www.streifzuege.org/2004/out-of-area-out-of-control-1-teil> et <https://www.streifzuege.org/2004/out-of-area-out-of-control-2-teil-2> (en allemand).

18 Gouvernement reposant sur une coalition CDU/CSU, c'est-à-dire de droite. (Ndt)

19 Ainsi, par exemple, de larges sections du mouvement altermondialiste et des forums sociaux italiens ont accepté de rejoindre Rifondazione Comunista, ce qui les a obligées, ne serait-ce qu'indirectement, à soutenir le gouvernement Prodi. Cela leur a coûté une grande part de leur capacité de mobilisation et elles se retrouvent à présent dans une impasse politique...

20 Stagnation de l'activité et de la production, accompagnée d'une hausse des prix. (Ndt)

21 Quotidien de gauche, proche de Die Linke. (Ndt)

[22](#) Dans les milieux d'affaires, on évoque même très sérieusement un retour à l'étalon-or, ce qui conduirait à la totale dévaluation des créances en dollars accumulées durant des décennies : « Si le vent tourne et que personne ne veut plus d'un dollar faible, les États-Unis pourraient trancher en adossant leur monnaie à la réserve d'or de Fort Knox. Le reste du monde, qui a financé la dette américaine en achetant les bons du trésor US, retient son souffle. » (Wirtschaftswoche, 18 février 2008).